



Caisse des Dépôts
Banque des Territoires
Département du Digital
Pôle Ecosystème et Innovation

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REDACTION D'ARTICLES DE TYPE « RETOURS D'EXPERIENCE » POUR
LA PLATEFORME AQUAGIR.FR**

**LOT 16 – REDACTION D'ARTICLES SUR LES PROJETS DE GESTION DE
L'EAU – REGION PROVENCE-ALPES-COTES-D'AZUR**

N° de marché

2	0	2	4	5	0	1	5	1	6
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Acte d'Engagement
(A.E.)

ACTE D'ENGAGEMENT

Personne publique contractante :

La Caisse des dépôts et consignations.

Objet de l'accord-cadre :

L'accord-cadre a pour objet la rédaction d'article de type « retours d'expérience » pour la plateforme **Aquagir.fr – Lot 16 : Rédaction d'articles sur les projets de gestion de l'eau – Région Provence-Alpes-Côte-D'azur.**

Mode de passation et forme de marché :

La procédure de passation est la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre, mono-attributaire, comprend des **prestations à prix unitaires à bons de commande**.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 180 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et des articles R.2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

La responsable du département des achats (DEOFA)
56 rue de Lille
75356 Paris 07 SP

Ordonnateur :

Frédéric KROENLEIN directeur du département digital.

Comptable public assignataire des paiements :

Le Directeur de la Direction de l'exécution des opérations financières

Article premier : Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article 2 « Pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui fait référence au CCAG-Prestations Intellectuelles (P.I.) et conformément à leurs clauses et stipulations ;

<input type="checkbox"/> Le signataire (Candidat individuel),
M
Agissant en qualité de
<input type="checkbox"/> m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire
<input type="checkbox"/> engage la société sur la base de son offre ;
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire

<input type="checkbox"/> Le mandataire (Candidat groupé),
M
Agissant en qualité de
désigné mandataire :
<input type="checkbox"/> du groupement solidaire
<input type="checkbox"/> solidaire du groupement conjoint
<input type="checkbox"/> non solidaire du groupement conjoint
Nom commercial et dénomination sociale
Adresse
Adresse électronique
Numéro de téléphone Télécopie
Numéro de SIRET Code APE
Numéro de TVA intracommunautaire
S'engage, au nom des membres du groupement ¹ , sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

¹ L'annexe relative à la désignation des co-traitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire. Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint.

Article 2 : Montant de l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées à **prix unitaires à bons de commande**, émis au fur et à mesure des besoins, par application aux quantités réellement exécutées dont les libellés sont donnés dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

Article 3 : Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale **d'un (1) an** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit **tacitement trois (3) fois** pour une nouvelle période **d'un (1) an** sans que sa durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder **quatre (4) ans**. Les titulaires de l'accord-cadre (les « Titulaires ») ne pourront pas s'opposer à ces reconductions.

La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le Pouvoir Adjudicateur au moins **trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

Dans le cas où l'Acheteur décide de ne pas reconduire l'Accord-cadre, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

Article 4 : Paiement

La personne publique contractante se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes dont le rib est joint² :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur³ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

4.1 – Adresse de facturation

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

² Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

³ Cocher la case correspondant à votre situation

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

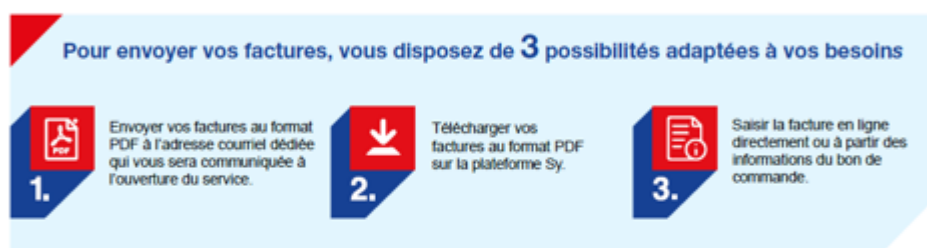
Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?



Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :) ;
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Article 5 : Nomenclature(s)

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
Services d'agences de rédaction (923122113)

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
Accord-cadre*

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par arrêté portant
délégation de signature**

A Paris, le

Frédéric KROENLEIN

Directeur du département digital

Elle est complétée par les annexes suivantes⁴ :

- ☒ Annexe 1 :- [Annexe financière \(Bordereau des prix unitaires\)](#)
- ☐ Annexe relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- ☐ Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- ☐ Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;
- ☐ Annexe n° relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

⁴ Cocher la case correspondante

NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE AU TITULAIRE (Date d'effet de l'accord-cadre)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent accord-cadre »

A le⁵

Signature

⁵ Date et signature originales

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

- ☐ **La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :**
.....
.....
- ☐ **La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et le :**
.....
.....
- ☐ **La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficia paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :**
.....
.....
- ☐ **La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :**
.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

- ☐ **membre d'un groupement d'entreprise**
- ☐ **sous-traitant**

A
Le

Signature ¹

ANNEXE N° : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			

